

Charles X, Alger 1830 et la paix française en Méditerranée

Par Philippe de Massey

Le 15 juin 1830 de 11 vaisseaux de haut bord, 20 frégates, 36 bâtiments légers et 500 bateaux de transport, 36 000 soldats débarquaient à Sidi Ferruch avec un matériel considérable, en armement et ravitaillement pour les hommes et les équipages.

Il avait suffi de 3 mois, à Charles X pour préparer et réussir cette opération, en dépit de l'opposition polymorphe de l'Angleterre qui s'exerçait diplomatiquement auprès des puissances européennes intéressées à l'amoindrissement de la France en subventionnant la presse d'opposition, et de l'appui de son Consul au Dey d'Alger (alors que dès les premiers engagements, tous les diplomates européens se réfugièrent auprès de l'armée française, l'Anglais soutint le Dey de sa présence, l'encourageant et l'aidant à résister jusqu'à sa reddition).

En 1826, en 10 ans, après le démantèlement de la France qui suivit les Cent Jours, les 2 millions de morts des guerres de la Révolution et de l'Empire, du million de victimes de la terreur républicaine, la Restauration avait permis à la France de reprendre sa place la plus grande en Europe.

Le Pré Carré assemblé par 40 Rois en un millier d'années était reconstitué, l'expansion naturelle vers les Provinces francophones de Wallonie que le traité de Vienne avait soumises aux Pays-Bas (En 1831, les Wallons s'affranchissaient du joug hollandais mais pour éviter le rattachement à la France, les Anglais inventèrent le Royaume de Belgique). Le Pacte de famille donnait à la France une position privilégiée.

Les Bourbons régnant en France, en Espagne, à Naples et les deux Sicile (soit la moitié sud de l'Italie), l'influence française devait s'étendre au sud de l'Europe et sur toute la Méditerranée et faire ainsi de celle-ci la Mare Nostrum. En 1828, Charles X délivra le Péloponnèse des Turcs qui l'occupaient depuis deux siècles et après une courte trêve en 1715. Aussitôt délivrés de l'oppression musulmane, les Grecs retournèrent au Christianisme.

Il convenait désormais de mettre un terme aux razzias, pillages, esclavages pratiqués par les Barbaresques. Louis XIV, par 9 fois de 1663 à 1683 avait fait bombarder Alger. Les Espagnols après s'être emparés d'Oran, la perdaient peu après.

Les Pays directement concernés par les exactions des Turcs et de leurs sujets subissaient dans une totale apathie leur terrorisme et pour obtenir la paix tentaient de négocier et en tous cas payaient tribut à la "Régence".

En 1800, 30 000 esclaves chrétiens dont 6 000 Français étaient proposés à la vente – nus – sur le marché d'Alger.

Charles X décide d'en finir avec la lâcheté générale et l'arrogance du Dey. Le Cardinal Baudrillard écrit : "Il faut apprécier à sa valeur l'immensité du service rendu au monde par la France et son Roi Charles X". Charles X aussi instruit des devoirs de sa mission que de l'histoire du Catholicisme – religion d'État – n'ignorait pas qu'avant l'invasion arabe du VII^e siècle et les méthodes utilisées pour la conversion à l'Islam, les Berbères avaient donné des saints, des papes, des empereurs romains. Il était logique que, délivrés du terrorisme islamique, comme les Grecs, 2 ans avant, ils retrouveraient la religion de leurs ancêtres. Quant aux Arabes, s'il ne s'agissait pas de les convertir par la force à la religion d'État, l'évangélisation se serait faite naturellement

Dès la décision prise de délivrer l'Algérie – le nom inventé pour ce pays date de l'ordonnance royale du 31 octobre 1838 – la presse héritière de la Révolution : Journal des Débats, Le Globe, Le National etc..., ancêtres de L'Observateur, L'Express, Témoignage Chrétien (par antithèse) se déchaîna. Ces journaux, héritiers de l'athéisme jacobin – ou du déisme des Lumières – opposés systématiquement à la Monarchie et particulièrement aux Bourbons, les Protestants, minorité aussi active que financièrement puissante, enfin les Loges toujours inspirées par l'Angleterre dénoncent, en souhaitant ouvertement la défaite de nos armées, "la folle expédition vouée à l'échec".

Dans leurs colonnes, ces journaux publient tous les renseignements possibles nécessaires à l'ennemi sur l'état, le nombre des troupes, des matériels etc...

Un siècle plus tard, leurs partisans feront mieux encore : ils porteront les valises permettant ainsi l'assassinat des soldats et des populations françaises. Face aux ennemis de la France et aux canailles dont ils se servaient, Charles X, sûr de son droit, de la justesse de sa politique, de l'intérêt supérieur du Pays, déclarait, avec un humour incontestable : "La France recevra avec plaisir l'expression des sentiments que son entreprise fera éprouver aux autres nations" et poursuivait "Si dans la lutte, le gouvernement actuel de la Régence venait à être renversé, il s'entendrait volontiers avec ses alliés sur les moyens de substituer à ce gouvernement barbare un nouvel état de choses plus approprié aux progrès de la civilisation et au véritable intérêt de la Chrétienté". Puis, il précisait le but de l'opération : "la destruction définitive de la piraterie, l'abolition absolue de l'esclavage des Chrétiens, la suppression du tribut que les puissances chrétiennes paient à la régence".

Enfin, à l'adresse du Deus ex machina de l'opposition à la paix française en Méditerranée : "Quant aux Anglais, nous ne nous mêlons pas de leurs affaires, qu'ils ne se mêlent pas des nôtres".

L'Italie n'existant pas encore, le Roi de Sardaigne et du Piémont, malgré la pression de l'Angleterre qui tentait de le dissuader d'approuver Charles X écrivait : "La guerre, après tout, produira les plus heureuses conséquences pour le commerce, la tranquillité des chrétiens et pour le bonheur de l'humanité. Ainsi l'orgueil de ces gens sera déçu".

L'indépendance de notre pays se manifestait, urbi et orbi, avec une fermeté qu'on n'a plus revue depuis.

Les Ambassadeurs de France sur les instructions de Charles X, spécifiaient aux gouvernements européens : "Si les négociations avec Mahomet Ali venaient à se rompre, le Roi n'aurait plus à prendre conseil que de la dignité des intérêts de la Couronne pour terminer l'affaire d'Alger de la manière qui lui paraîtra la plus convenable".

Le Président du Conseil, Polignac, annonce à toutes les nations chrétiennes la résolution prise par le Roi, "en tant que représentant le nom de Chrétiens, de détruire l'esclavage et la piraterie sur toute la côte de l'Afrique et de rétablir la liberté de navigation dans la Méditerranée".

A l'Ambassadeur d'Angleterre à Paris qui s'agitait et prétendait empêcher les années françaises de débarquer en Algérie, le ministre de la Marine, le Baron d'Hausser déclarait : "Milord, je n'ai jamais souffert que, vis à vis de moi, simple individu, on prit un ton de menace. Je ne souffrirai pas davantage qu'on se le permette vis à vis du gouvernement dont je suis membre. Je vous ai déjà dit que je ne voulais pas traiter d'affaires diplomatiquement. Vous en trouverez la preuve dans les termes que je vais employer: la France se fout de l'Angleterre".

Dès leur libération de la dictature islamique, de nombreux Berbères retrouvèrent la religion chrétienne ; c'est le cas de la famille du Père Dhamar qui célébra la messe sur les Barricades en 1960, mais le 7 août 1830, les ennemis de la monarchie et de la catholicité réussissent leur "sale coup" comme disait De Gaulle et après 3 journées de mascarades "glorieuses comme en mai 1968, Louis Philippe, franc-maçon et issu du régicide Philippe Égalité, prit le pouvoir.

Une des premières décisions fut de réduire des 3/4 les aumôniers militaires. Nombreux furent les soldats qui moururent en Algérie pendant les 15 années qui suivirent sans le secours des prêtres. Dans cette perspective, la voie choisie par Charles X, de faciliter le retour à leur religion d'origine pour les Berbères et d'incitation par l'exemple à la conversion des Arabes, fut évidemment abandonnée.

Napoléon III sera pour l'Algérie le maillon convenant parfaitement, hélas, entre Louis-Philippe et le gouvernement de la III^e République dont l'un des tous premiers actes fut le fameux décret injurieux pour ceux qui avaient servi la France en les excluant de la nationalité française qu'il n'attribua qu'aux Sépharades.

La III^e République qui concevait la laïcité comme l'anticatholicisme le plus extrémiste, après s'être approprié les biens de l'Église, expulsa les religieuses des hôpitaux (où presque seules, elles soignent les malades), les prêtres qui enseignaient dans les collèges et en contraignit 20 000, à l'exil hors de la France... En revanche, on rémunéra les écoles coraniques et construisit des mosquées.

Philippe de Massey